

Le Canada et l'Afrique

se rendre à Lusaka pour y rencontrer des représentants de l'ANC, je me pose la question suivante : « Si j'étais ministre du gouvernement sud-africain et que j'en venais à la conclusion que ce que nous faisons était mauvais et que je voulais apporter les changements nécessaires et non simplement me contenter de protester, vers qui me tournerais-je, de qui pourrais-je obtenir un soutien ? » Nous sommes confrontés à un dilemme : alors même que nous isolons un régime répugnant — et, assurément, nous devons le faire — nous réduisons par ailleurs les occasions qui peuvent amener ce régime à changer.

Le groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, qui offrait de tracer l'itinéraire vers le changement, représentait la meilleure réponse à ce dilemme. Leur ouverture a été rejetée, et violemment. L'occasion a été perdue. Personne ne croit qu'il sera possible de réactiver ce groupe émérite ; mais il ne faudrait pas abandonner pour autant l'idée qu'il incarnait. Dans votre examen des sanctions, dans vos discussions quant à l'opportunité d'isoler l'Afrique du Sud, arrêtez-vous également, je vous prie, aux façons de garder les communications ouvertes, de garder allumée la lampe à la fenêtre.

Le deuxième thème de votre conférence est le développement régional ; et le soutien de la viabilité des voisins de l'Afrique du Sud acquiert de jour en jour plus d'importance. Ce soutien doit être moral tout comme il doit être concret, et c'est pourquoi le Premier ministre s'est rendu en personne dans les Etats de la ligne de front.

Nous avons accru de façon substantielle l'aide directe de développement que nous accordons au Zimbabwe, à la

Zambie et au Botswana et, par l'entremise de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, au Mozambique, à l'Angola, au Lesotho et au Swaziland. Nous nous sommes également engagés à verser 400 millions de dollars sous forme d'aide bilatérale à l'Afrique australe au cours des cinq prochaines années.

Nous accordons une importance toute particulière à la SADCC, qui encourage neuf Etats à collaborer de façon à développer l'économie des pays de la région et ainsi réduire leur dépendance économique de l'Afrique du Sud. Le Canada est un partenaire de la SADCC depuis sa création, et il est un des grands contributeurs aux activités de la Conférence. Notre aide s'est accrue de façon soutenue. Nous comptons affecter des crédits d'environ 30 millions de dollars par année au cours des cinq prochaines années à la SADCC.

Depuis 1983, le Canada a approuvé l'affectation des crédits de près de 140 millions de dollars à 21 projets de la SADCC. Neuf autres projets, d'une valeur de près de 30 millions de dollars, sont à l'étude. Nous participons aux projets agricoles régionaux, au renforcement des institutions de la SADCC et nous investissons des capitaux dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications.

Les efforts déployés par la Conférence pour trouver d'autres routes que celles qui passent par l'Afrique du Sud pour le transport des marchandises sont un élément clé de la réalisation de son objectif qui consiste à accroître l'indépendance économique des pays de la région. Et le succès de cette entreprise n'est nulle part plus essentiel qu'au Mozambique, où les guérilleros



● Le Canada accorde une importance particulière à la SADCC (Conférence pour la Coordination du Développement en Afrique australe) qui encourage neuf Etats à collaborer de façon à développer l'économie des pays de la région et ainsi réduire leur dépendance économique de l'Afrique du Sud. Depuis 1983, le Canada a approuvé l'affectation des crédits de près de 140 millions de dollars à 21 projets de la SADCC.